

« La France a un gigantesque problème de compétences »

Le chef économiste de Natixis, **Patrick Artus**, estime que le niveau de formation est l'un des freins à la montée en gamme de l'économie française.

PROPOS RECUEILLIS PAR SOLÈNE DAVESNE ET PASCAL GATEAUD

L'Insee a révisé à 1,8% sa prévision de croissance pour cette année. Le contexte sera-t-il aussi porteur l'an prochain ?

Nous anticipons 1,8% de croissance l'an prochain, mais atteindre 2% est possible. La reprise n'est pas uniquement française. Elle tient au redémarrage du commerce mondial, qui se développe à un rythme de 4% par an. Les taux d'intérêt bas soutiennent l'immobilier, les entreprises investissent. Les pays européens ont aussi montré une capacité plus forte que prévu à créer des emplois de service. L'emploi progresse désormais aussi vite que le PIB. À long terme, ce n'est pas une bonne nouvelle pour les gains de productivité, mais au moins le chômage baisse.

Cela peut-il durer ?

Début 2019, le taux de chômage devrait être revenu à 8%, son niveau structurel. En 2007, il était descendu à 7,5%, mais l'économie était en surchauffe. La menace est de voir réapparaître des tensions sur le marché du travail car les entreprises seront confrontées à des difficultés pour embaucher. Pour aller plus loin, il faut des réformes structurelles. Sans cela, l'économie va revenir à sa croissance potentielle de 1% par an. Toute la politique d'Emmanuel Macron peut d'ailleurs se résumer à cet objectif. Mais ce type de réforme met du temps à produire ses effets.

Quelle réforme est prioritaire ?

La baisse de 10 points de cotisations au niveau du smic prévue en 2019 va permettre de créer 200 000 emplois peu qualifiés en plus. Mais la France a aussi un gigantesque

problème de compétences. Chaque année, 150 000 décrocheurs sortent du système scolaire sans diplôme. Selon l'enquête PIAAC de l'Organisation de coopération pour le développement économique (OCDE), qui mesure les compétences des adultes, la France est dans la queue du peloton des pays de l'OCDE et affiche des résultats catastrophiques pour les 25% de la population les moins qualifiés. Il faut des formations professionnelles plus adaptées aux réels besoins des employeurs et une refonte globale du monde des IUT pour les transformer en véritables universités techniques. Actuellement, les jeunes diplômés d'IUT repartent vers l'université plutôt que de chercher un emploi. Fabriquer des élites techniques doit être une fin en soi et il faut mettre des quotas pour l'accès aux filières universitaires généralistes.

La France souffre-t-elle aussi d'un déficit d'investissement ?

Il faut arrêter de dire que les entreprises françaises n'investissent pas. Le taux d'investissement est plus élevé chez nous qu'en Allemagne. Le problème n'est pas le niveau,

« Si tous les nouveaux emplois sont des emplois de vigile ou de chauffeur Uber, la stabilité politique du pays ne va pas durer longtemps. »

mais le contenu de cet effort. Nous avons deux fois moins de robots par salarié dans l'industrie que les Allemands, qui eux-mêmes en ont deux fois moins que les Coréens. La diffusion des technologies numériques est aussi inférieure à la moyenne européenne. En gros, les entreprises françaises investissent surtout dans de vieilles machines.

D'où vient ce retard ?

Le problème est plus sociologique qu'économique. Les entreprises sont profitables, les marges de l'industrie se sont normalisées et le crédit bancaire est disponible pour les PME. Les études statistiques montrent que le degré de robotisation de l'industrie est très lié au niveau de compétences de la population active. Les entrepreneurs modernisent moins leurs équipements s'ils savent qu'ils auront du mal à trouver du personnel capable de les utiliser. Le conservatisme et l'aversion au risque du monde patronal français sont aussi un problème. Robotiser est une prise de risque qui implique d'adopter des technologies que l'on ne maîtrise pas encore, de former ses salariés et souvent de se tourner vers des clients qui deviennent différents. Pour certains patrons, le risque est trop grand.

Le gouvernement a annoncé un fonds de 10 milliards d'euros pour soutenir l'innovation. Est-ce que cela permet d'y répondre ?

On finance assez bien les nouvelles technologies en France. La difficulté concerne plus la montée en gamme des PME industrielles. L'enjeu n'est pas de trouver plus d'argent, mais de mettre en place les incitations aux investissements de montée en gamme. Instaurer un crédit d'impôt robots pourrait être une piste, de la même manière qu'il existe déjà un crédit d'impôt recherche.

La part de l'industrie peut-elle remonter dans le PIB ?

Mondialement, le poids de l'industrie diminue et la concurrence des lieux de production augmente. L'industrie va se concentrer dans un petit nombre d'endroits : ceux qui sont à bas coût et ceux qui sont très spécialisés. Le problème, c'est que la France est un pays cher et non spécialisé. Si l'on enlève l'aéronautique, la pharmacie et le luxe, elle présente le même niveau de gamme que l'Espagne, avec les coûts salariaux de l'Allemagne. C'est pour cela qu'il est impératif de monter en gamme et de robotiser.

Quelles sont les conséquences de la robotisation pour l'emploi ?

Un robot détruit 2,5 emplois nets dans l'industrie, mais en crée 2,5 dans les services. Le problème n'est pas le chômage, mais la

LUCIFÉRONOM



EN QUELQUES DATES

● **1970** Intègre l'École polytechnique.

● **1998** Entre chez Natixis, filiale de BPCE, en tant que directeur de la recherche économique de la banque.

● **2011** Parution de « La France sans ses usines », sur la désindustrialisation du pays.

● **2013** Est nommé chef économiste de Natixis.

● **Octobre 2017** Publie pour le think tank Génération libre une tribune sur l'effet de la robotisation sur l'emploi dans laquelle il souligne le risque de bipolarisation accrue du marché du travail.

bipolarisation du marché du travail, avec quelques créations d'emplois haut de gamme et une forte proportion d'emplois bas de gamme. Cela pose un problème social terrible. Dans ce contexte, il ne sert à rien de rajouter des formes de contrat de travail qui sont en réalité inutiles.

Fallait-il ne pas réformer le droit du travail ?

La France et le Royaume-Uni sont les seuls pays où la part des emplois non salariés augmente. Partout ailleurs, l'emploi salarié progresse. Aux États-Unis, les salariés restent en moyenne trois ans et demi dans

leur entreprise, une durée qui augmente sans cesse. Le CDI est très adapté à la nouvelle économie. Le vrai sujet, c'est la qualité des emplois. Si tous les nouveaux emplois sont des emplois de vigile ou de chauffeur Uber, la stabilité politique du pays ne va pas durer longtemps. On peut décider d'augmenter le salaire minimum, mais ces emplois se développeront alors moins vite. L'autre piste est de réfléchir à leur montée en gamme. Les services aux personnes âgées, par exemple, pourraient être plus qualifiés, avec des composantes médicales.

Natixis a publié cet été une note sur un risque de révolte des salariés. Ce risque est-il toujours là ?

On ne peut pas demander aux salariés de supporter une partie des risques économiques de leur employeur si le partage de ces risques n'est pas symétrique. Il faut en contrepartie qu'ils soient aussi intéressés à la prospérité de l'entreprise quand cela va bien. Le dispositif d'actionnariat salarié a très mal vieilli en France. Dans toutes les entreprises, les salariés pourraient détenir 10% du capital, sous une forme ou une autre. Je ne vois pas pourquoi cela poserait un problème. ■